

DGCCRF

Un arbitrage au plus haut niveau s'impose

Lors du Comité Technique Ministériel du 26 mai dernier, Emmanuel MACRON Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique a annoncé, en présence de Michel SAPIN Ministre des finances et des Comptes Publics et de Christian ECKERT Secrétaire d'Etat chargé du budget, de l'ensemble des responsables des Directions Générales et des représentants des personnels, son schéma d'organisation de la DGCCRF défendu auprès de Matignon afin de rétablir sa chaîne de commandement. Une réunion entre la Secrétaire d'Etat notamment en charge de la Consommation Carole DELGA, les responsables de la DGCCRF et les organisations syndicales devait être programmée rapidement.

Avant même la tenue de cette réunion, Jean-Luc NEVACHE, préfet coordonnateur de la réforme des services déconcentrés de l'Etat, a contredit dans un message adressé le 2 juin au seul corps préfectoral les propos tenus par le Ministre en indiquant que le Premier Ministre ne donnerait pas suite à la demande d'Emmanuel MACRON.

Pour SOLIDAIRES CCRF & SCL réuni en Congrès, cette situation et cette cacophonie sont inacceptables. Nous dénonçons cette façon de faire qui s'exerce au mépris des missions, des agents, de leurs conditions de vie et de travail et de l'intérêt collectif.

La mise en place des Directions Départementales Interministérielles en 2009, et le découpage que cela a signifié pour la DGCCRF avec des conséquences dramatiques pour le service public, a notamment entraîné, depuis lors, une baisse constante et importante de l'activité des services de la DGCCRF. Cet échec à faire fonctionner correctement les DD(CS)PP est un fait reconnu par les différents Ministres en charge de la DGCCRF et les nombreux rapports rédigés depuis leur création et dénoncé par les agents.

Pour SOLIDAIRES CCRF & SCL, il est indispensable d'en tirer les conclusions qui s'imposent et de rétablir une chaîne verticale de commandement pour la DGCCRF. C'est ce qu'ont compris l'actuel Ministre et son prédécesseur. Ce schéma n'est partagé ni par les préfets trop heureux d'étendre leur omnipotence, ni par les directeurs des DD(CS)PP qui semblent n'avoir comme but que leur carrière au détriment du service public.

Afin de clarifier la situation, Solidaires CCRF et SCL et sa fédération Solidaires Finances exigent que la réunion annoncée par Emmanuel MACRON se tienne dans les plus brefs délais. C'est ce qu'ils ont fait savoir aux Cabinets et au secrétariat général de Bercy.

C'est l'avenir de la défense des citoyens et des consommateurs qui est au cœur de ces enjeux. Pour Solidaires CCRF & SCL et Solidaires Finances il appartient au Ministre de l'Economie de défendre ses propositions faites lors du CTM, il en va de sa crédibilité. Il appartient désormais au chef de l'Etat de redonner confiance aux agents qui exercent ces missions et ainsi redonner du sens au service public de la protection économique des consommateurs.

Agde, le 3 juin 2015